

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

sommaire

Page 1 :

LA MORT DE MODIBO KEITA :
L'IMPASSE DU NATIONALISME

Page 3 :

MALI : LES ETUDIANTS EN LUTTE
REMPORTENT UNE VICTOIRE

Page 4 :

LA CAMPAGNE ARACHIDIÈRE
AU SENEGAL

Page 5

SENEGAL : LE CHEMIN DE FER
LOUGA-LINGUERE VA-T-IL
ETRE FERME ?

Page 6 :

ANGOLA : APRES L'EUPHORIE
DE L'INDEPENDANCE ... LA
DICTATURE A VISAGE DECOUVERT

Page 8 :

RHODESIE : LE REGIME DE
SMITH NE SURVIT QUE PAR LES
ARMES

Page 9 :

AFRIQUE DU SUD : UN
UN CRIME ODEUX

Page 10 :

CONFERENCE MORD-SUD ...

prix: 1 Franc

N° 51 → 6 juin 1977

LA MORT DE MODIBO KEITA

l'impasse du nationalisme malien

Modibo Keita, l'ancien président du Mali est mort le 25 avril 1977 en prison où il était enfermé depuis le renversement de son régime en 1968 par le Comité Militaire de Moussa Traoré. Il est mort, et peut-être même assassiné comme l'ont été bien des membres de son équipe dont d'autres croupissent toujours en prison. Il est mort en victime de la dictature militaire.

Modibo Keita, à l'instar d'un Sékou Touré, symbolisait jusqu'à sa mort, une forme de nationalisme radical dans cette Afrique Occidentale où tant d'autres hommes politiques, de Houphouët Boigny à Senghor, ont accepté d'apparaître ouvertement comme des hommes

.../...

dévoués à l'ancienne puissance coloniale française.

Il avait pourtant grimpé les échelons dans le personnel politique du système colonial français. Il a même accepté en 1957 un poste de secrétaire d'Etat dans le gouvernement français. Mais son verbiage qui le radicalisait au fur et à mesure que l'indépendance s'approchait, lui valut une certaine popularité. D'autant qu'il s'affirmait partisan d'idées panafricaines et était l'initiateur de l'éphémère fédération du Mali avec le Sénégal.

Lorsque le Mali accéda à l'indépendance, le 22 septembre 1960, c'est lui qui capitalisa à son profit les espoirs que cette indépendance faisait naître dans la population. Débarrassée de la domination directe du colonialisme français, la majorité opprimée de la population avait beaucoup d'illusions sur la capacité de Modibo Keita de changer les choses. Mais ces illusions n'ont pas résisté à la politique réelle de Modibo Keita. Le changement se réduisait pour ainsi dire uniquement à ceci que des africains ont remplacé les français dans l'armée, la police et la justice, mais ces instruments d'oppression sont restés, comme est restée l'oppression elle-même.

Le régime de Keita était une dictature contre les travailleurs, contre les paysans pauvres maliens. C'était un régime de terreur contre quiconque s'opposait à sa politique.

C'est ainsi par exemple que sous Keita, comme sous le colonialisme, les paysans pauvres étaient astreints aux travaux forcés. Les paysans de la région de Kayes entr'autres devaient travailler, sans être payés, sur le commencement de la route Kayes-Guinée, qui n'a d'ailleurs jamais été achevée. De même, au nom d'une phraséologie fumeuse parlant de socialisme, Keita avait créé des champs gouvernementaux auxquels il avait donné le nom pompeux de coopérative, où il obligeait les paysans à travailler pour rien. C'est au nom de cette même phraséologie qui se prétendait socialiste qu'il envisageait de collectiviser les vaches des paysans dans une région, ce qui déclencha une telle vague de mécontentement qu'il était obligé de revenir en arrière.

Tout cela n'a rien à voir avec le socialisme. Le socialisme, ce n'est pas prendre aux paysans leur maigre bétail pour le mettre à la disposition du gouvernement, ce n'est pas non plus le travail forcé dans les entreprises d'Etat, agricoles ou industrielles.

Le socialisme c'est la mise à la disposition de la collectivité de toutes les richesses, de tous les biens et de tous les moyens de les produire, afin qu'ils puissent servir à satisfaire les besoins de tous. Et ceci, non pas seulement à l'échelle d'un pays pauvre comme le Mali, mais à l'échelle du monde. Ceci nécessite le renversement préalable de la domination politique de la bourgeoisie par le prolétariat révolutionnaire, l'expropriation des grands groupes capitalistes qui exploitent le monde entier.

Tel n'était certes pas le programme de Keita qui était seulement un homme politique bourgeois nationaliste, qui non seulement ne représentait en rien les intérêts des ouvriers et des paysans pauvres, mais qui en avait peur au point de leur imposer un régime de terreur.

Modibo a seulement essayé de prendre quelques distances vis-à-vis de l'impérialisme français, pour conquérir en faveur de l'Etat malien quelques unes des prérogatives élémentaires d'un Etat souverain. C'est ainsi qu'il a tenté de quitter la zone franc, ce système qui permet à l'impérialisme français de contrôler les finances de ses anciennes colonies. Pour pouvoir prendre ce type de mesure, Modibo Keita, n'a pas hésité à chercher des soutiens du côté des pays de l'Est, en s'attirant ainsi encore plus l'hostilité de l'impérialisme français.

S'il a en effet réussi à créer un franc malien, cela n'a pas duré longtemps. En 1967 il a été obligé de réintégrer la zone franc. Malgré ses grandes phrases, il n'avait pas assez de soutien populaire pour mener une politique nationaliste un tant soit peu conséquente.

Modibo Keita était à l'image de ces dirigeants nationalistes radicaux qui essaient d'acquérir un peu d'indépendance, coincés qu'ils sont entre leurs craintes de leurs

propres masses populaires et la pression de l'impérialisme. Pour se protéger des premiers, il a renforcé son armée. Mais personne ne l'a protégé de l'armée. Celle-ci qui appliquait déjà en compagnie de la police et cette police parallèle qu'était la milice, la dictature pour le compte de Modibo a eu la tentation de l'appliquer pour son propre compte.

Et lorsqu'elle passa à l'action, sous la conduite de Traoré, personne ne voulait défendre Modibo qui est tombé sans que ni la population ni même sa milice, ou les membres de son parti, l'Union Soudanaise RDA, ne bougent.

Les militaires qui ont pris le pouvoir n'ont évidemment rien résolu des problèmes brûlants du Mali. Mais il faut que les travailleurs se souviennent que Modibo ne l'avait pas fait non plus, et c'est tout de même lui qui avait préparé la venue de l'armée, de sa propre armée, au pouvoir.

Alors, lorsque les travailleurs et les paysans pauvres engagent la lutte contre la dictature militaire, il ne faut pas qu'ils le fassent ni au nom de Modibo Keita, ni au nom des futurs Modibo Keita nationalistes, qui préparent pour eux de nouvelles chaînes.

L'exemple de Modibo Keita a montré l'impasse du nationalisme radical. Les travailleurs doivent perdre leurs illusions et se battre sous leur propre drapeau, celui de la révolution prolétarienne.

* * * * *

MALI

LES ETUDIANTS EN LUTTE REMPORTENT UNE VICTOIRE !

Les étudiants en lutte depuis plus de trois mois contre le régime pourri de Moussa Traoré et du sanguinaire Tiekoro Bagayoko, ont remporté une victoire éclatante.

Ils ont obtenu en effet la libération de Boniface Diarra, dirigeant de l'Union Nationale des Elèves et Etudiants du Mali.

Cela montre qu'il est possible, par la lutte, de faire céder le gouvernement sur d'autres revendications, en particulier celles des travailleurs et des paysans pauvres. Mais il faut que les travailleurs s'inspirent de l'exemple des étudiants.

Et si étudiants comme travailleurs et paysans pauvres s'engageaient dans la lutte, le régime des galonnés et non galonnés de Bamako ne pourrait pas y faire face.

* * * * *

* * *

*

CAMPAGNE ARACHIDIÈRE AU SENEGAL :

TOUT EST EN ORDRE ... POUR SENGHOR ... MAIS PAS POUR LES PAYSANS

Le 7 janvier 1977 le gouvernement sénégalais avait exercé un chantage sur les paysans : il était décidé à ne pas ouvrir la campagne de commercialisation de l'arachide tant que les paysans n'auraient pas remboursé leurs dettes à 80 %.

Le 20 mai ce taux n'a pas été atteint puisque les "dettes semences" ont été remboursées à 63 % seulement, mais la commercialisation de l'arachide a quand-même commencé. 107 000 tonnes ont déjà été collectées.

Le gouvernement a trouvé un autre moyen de se faire rembourser : quand le paysan porte son arachide à la vente, on lui prélève directement le montant de sa dette. Cela est d'autant plus facile pour l'Etat que les paysans sont obligés de passer par les coopératives directement patronnées par des organismes publics, comme l'ONCAD (Office National de Coopération et d'Assistance pour le Développement), le SODEVA (Société de Développement et de Vulgarisation Agricole)...etc.

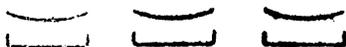
Le gouvernement n'a pas exécuté son chantage jusqu'au bout, sans doute parce que les capitalistes français ne veulent pas attendre plus, mais surtout parce qu'il sait que si les paysans ne payent pas les dettes c'est qu'ils sont dans l'impossibilité de payer. Et cette année encore les paysans seront plus pauvres que les années précédentes.

La politique de Senghor les réduit à la misère et à la famine. Mais Senghor n'est qu'un exécutant des décisions qui viennent de plus haut : c'est le capitalisme mondial qui réserve au Sénégal la spécialisation dans la culture d'arachide. Culture qui n'enrichit que les grandes sociétés capitalistes au détriment des paysans, et qui a contribué à faire disparaître celles qui auraient pu nourrir la population. Aujourd'hui plus de 50 % des terres sont cultivées en arachide alors que le Sénégal manque de nourriture.

L'Etat sénégalais est obligé d'extorquer de l'argent aux paysans pour payer les produits alimentaires qu'il est obligé d'acheter à l'extérieur : le riz, le sucre, le maïs, le lait, le mil, le blé, les légumes...etc. Toutes ces choses que le pays peut produire mais que les paysans ont été obligés de délaisser .

Cette inadaptation de l'agriculture aux besoins de la population continuera en s'aggravant tant que règnera sur l'Afrique la main-mise des magnats de l'arachide et autres cultures industrielles, tant que l'économie de l'Afrique sera organisée non pas en fonction des besoins de la population mais en fonction des profits recherchés par des capitalistes français ou autres.

Et pour y mettre fin il faudra à la fois se débarrasser et de ces capitalistes et des marionnettes qui dirigent l'Afrique en la livrant au pillage de leurs maîtres impérialistes.



SÉNÉGAL :

LE CHEMIN DE FER LOUGA-LINGUERE VA-T-IL ÊTRE FERMÉ ?

Après la suppression de la ligne de chemin de fer Dahra-Linguère, c'est celle qui relie Dahra à Louga qui agonise.

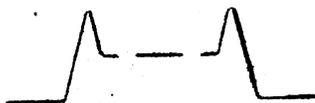
Pour une distance de 83 kilomètres entre Dahra et Louga le train met 3 heures et 45 minutes. Certes il y a de nombreux arrêts dans les villages entre les deux villes, mais ce qui retarde le trafic et le rend difficile c'est que les machines sont très vieilles et qu'elles manquent d'entretien.

Le voyage est d'autant plus difficile pour les passagers que quand il y a du vent, le sable pénètre facilement dans les compartiments. Le train s'arrête aussi très souvent pour dégager le banc de sable qui recouvre les rails. La société des chemins de fer du Sénégal n'est sans doute pas responsable du vent qui déplace le sable, mais il est responsable du manque d'entretien des voies.

La désinvolture et l'incurie de l'Etat vis-à-vis des transports publics sont scandaleuses, car il n'ignore pas que cette ligne est très importante pour les paysans de la région de Djoloff, car elle relie Louga à cette région.

Le mauvais état de la ligne et son fonctionnement défectueux entraînent des conséquences graves pour les paysans, car ceux-ci ne pourront plus transporter leurs récoltes pour les vendre dans les grandes villes. Le ravitaillement en eau, viande et bois dans cette région, sera aussi affecté.

En laissant périr cette ligne, le gouvernement s'en prend aux intérêts des paysans de la région de Djoloff, de Niambou et de Louga.



ANGOLA : après l'euphorie de l'indépendance...

LA DICTATURE A VISAGE DECOUVERT

Le vendredi 27 mai une tentative de coup d'Etat a eu lieu à Luanda, capitale de l'Angola. Une fraction des dirigeants du MPLA (Mouvement Populaire de Libération de l'Angola), incarnée par Nito Alvès et Van Dunem, a tenté en vain de prendre la place de l'équipe de Agostinho Neto qui est actuellement au pouvoir.

Il semble que plusieurs centaines de personnes aient trouvé la mort, dont une demi-douzaine de dirigeants du MPLA, et que des centaines d'autres soient emprisonnées par le gouvernement pour avoir montré de la sympathie pour la fraction de Nito Alvès et de Van Dunem.

La réaction des dirigeants actuels de l'Angola n'a rien de surprenant. Car ils sont soumis à une double nécessité, celle de trouver une stabilité du régime à l'intérieur face à certains besoins de la population, et celle de conserver les privilèges qu'ils tirent des miettes laissées par l'impérialisme. Cela ne peut que les conduire à se dresser toujours plus ouvertement contre la population.

En 1976, près de un an seulement après l'indépendance et l'installation au pouvoir des dirigeants du MPLA, les populations des "muçeques" (faubourgs de Luanda) s'apercevaient que ce gouvernement n'est en rien le leur, et que sous le couvert de phrases socialistes, l'équipe qui a vaincu le FNLA et l'UNITA grâce à ces mêmes habitants des faubourgs qui se sont armés tout seuls pour se défendre, a simplement pris la place des privilégiés portugais à la tête de l'Etat.

Les travailleurs des "muçeques" s'aperçoivent d'autant plus de la tromperie dont ils ont été victimes que, après leur avoir fait subir la pénurie pendant des mois, le gouvernement a essayé de les désarmer pour mieux leur faire accepter leur sort.

Ceux qui ont tenté le coup d'Etat ont voulu exploiter le mécontentement de ces travailleurs, tout comme Agostinho Neto s'est servi de leurs mécontentements contre le colonialisme pour arriver au pouvoir. D'ailleurs il est bien significatif qu'ils aient essayé de prendre le pouvoir en s'appuyant surtout sur les grands fonctionnaires (comme les chefs de province par exemple) et les dirigeants de la police secrète.

Nito Alvès avait déjà essayé un changement par l'intérieur, mais il s'était vu écarté de ses fonctions puis emprisonné, jusqu'à ce qu'il soit libéré par ses partisans avant la tentative de coup d'Etat. Celui-ci a échoué, mais il est inévitable que d'autres tentatives de ce genre aient lieu à l'avenir.

Car cela est le propre des dictatures des pays sous-développés. Quand une fraction des privilégiés cherche à imprimer ne serait-ce qu'un petit changement politique -par exemple un changement d'équipe- elle n'a pas d'autres solutions que le coup d'Etat.

Les Nito Alvès et les Van Dunem ne représentent en rien les intérêts des

exploités angolais : Dunem était commissaire politique des forces armées, et Nito Alvès a été ministre de l'intérieur du gouvernement de Agostinho Neto. Alvès était d'ailleurs de ce temps, un des artisans de la remise au pas des comités de quartier de Luanda, et de la chasse aux militants d'extrême gauche. Si leur démagogie a pu leur valoir un certain prestige dans les faubourgs, c'est qu'ils étaient des noirs issus de ces faubourgs et ont dénoncé au bon moment les nouveaux privilégiés qui étaient en l'occurrence des métis pour la plupart.

Après avoir réglé ses comptes avec ses deux rivaux, Neto a accru son contrôle sur les faubourgs de Luanda de plus en plus surveillés et encadrés.

Les travailleurs de Luanda font la même triste expérience qu'ont fait les travailleurs de tant de pays coloniaux avant eux. Et il en sera inévitablement ainsi tant que la classe ouvrière fera confiance à des dirigeants nationalistes qui représentent les intérêts de classes sociales hostiles aux travailleurs. Cela sera inévitablement ainsi tant que la classe ouvrière ne se donnera pas de partis révolutionnaires prolétariens, représentant les intérêts de la classe ouvrière contre la bourgeoisie impérialiste, mais aussi contre la bourgeoisie locale.

Et c'est bien pourquoi ceux qui présentent les Neto ou autre Samora Machel comme des socialistes, comme des gens représentant les intérêts des exploités, désarment politiquement les travailleurs.

Les travailleurs ne doivent pas faire confiance aux dirigeants nationalistes, fussent-ils radicaux, sous peine de subir la même tragique désillusion que les travailleurs de Luanda.

* * * * *
* * * * *
* *
*

RHODESIE

LE REGIME DE SMITH NE SURVIT QUE PAR LES ARMES

Au moment où les départs des blancs de Rhodesie vers les pays européens prennent une grande ampleur, au moment où les gouvernements américains et anglais envoient leurs négociateurs à la rencontre des nationalistes rhodésiens tels que Mugabe (un des leaders du Front Patriotique), le régime raciste de Ian Smith accentue la répression contre la population noire.

En effet depuis le 29 mai l'armée rhodésienne a pénétré à l'intérieur du territoire du Mozambique, dans la région de Mapai considérée comme base des guérilleros nationalistes de la ZANLA (Armée de Libération Nationale Africaine du Zimbabwe). En moins d'un an c'est la troisième fois que l'armée de Ian Smith pénètre à l'intérieur des frontières mozambicaines. Le bilan officiel de l'attaque rhodésienne est, cette fois-ci, évalué à plus de 32 tués parmi les guérilleros.

Si le gouvernement rhodésien mène la guerre jusqu'au Mozambique, ce n'est pas pour vaincre la résistance. Il n'a aucune chance de le faire car ce n'est pas quelques guérilleros, ni quelques commandos qui se révoltent contre la dictature et le racisme. C'est toute une population de 4 millions de noirs qui est en colère contre la domination d'environ 250 000 blancs.

Est-ce alors pour contraindre l'impérialisme à intervenir en sa faveur que le régime de Smith tente d'internationaliser le conflit ? Certes pas. Les impérialistes savent très bien que le régime blanc ne va pas durer longtemps. Et ils veulent sauvegarder leurs sources de richesses en Afrique. Alors ils essaient de négocier avec les nationalistes tout en cherchant une solution de rechange valable pour leurs intérêts économiques.

Les impérialistes veulent installer un régime "stable" en Rhodesie, et tant que le gouvernement raciste subsistera, cette stabilité ne sera que fictive.

Le régime moribond de Ian Smith, en utilisant la force de répression, cherche une meilleure position à la table de négociation qui réunira dans le futur son actuel gouvernement avec les représentants des organisations nationalistes. Pour cela il continue et accentue la guerre d'oppression jusqu'au dernier moment.

La puissance et la force des organisations nationalistes ne sont pas dans leurs armes. Elles sont fortes surtout de la confiance que la population a en elles. C'est pour cela que Ian Smith n'arrivera pas à bout d'elles, même par la répression féroce.

La population a souffert durant de nombreuses années. Elle aspire à plus de dignité et de liberté. C'est dans sa détermination que réside sa force. Et les organisations nationalistes utilisent le mécontentement de la population pour accéder au pouvoir.

Quand à l'émancipation sociale des exploités, tout reste à faire.

L'indépendance nationale conduite par les organisations nationalistes implique l'accession au pouvoir politique de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie africaine. Celle-ci n'a pas envie de provoquer des bouleversements sociaux au profit des classes exploitées; bien au contraire, elle les craint. Le prolétariat rhodésien se heurtera désormais directement à cette bourgeoisie. Il aura à la vaincre.

AFRIQUE DU SUD :

un crime odieux

Une fois de plus le régime raciste de Vorster a assassiné un jeune militant nationaliste.

Ce dernier, originaire de Namibie -colonie de fait de l'Afrique du Sud- était accusé d'avoir tué quatre blancs. Et au cours d'un affrontement avec la police il était blessé et paralysé des jambes et du bassin. C'est sur chaise roulante qu'il a comparu devant les tribunaux. Et la justice de l'Etat raciste l'a condamné à mort et fait exécuté.

Cet assassinat d'un homme déjà physiquement hors de combat est un geste purement politique. Ce geste odieux est destiné à montrer au peuple namibien que le seul maître dans ce pays c'est l'Afrique du Sud, et que c'est ce dernier qui décidera souverainement de l'avenir de la Namibie.

C'est aussi, dans une certaine mesure, un geste en direction des grandes puissances impérialistes qui font pression sur Prétoria afin qu'il cède sur la Namibie, et dont les représentants avaient protesté contre le projet d'exécution.

Mais malgré la force de la police et de l'armée sud-africaines, malgré ces crimes odieux, Vorster ne pourra plus arrêter l'évolution de la Namibie vers l'indépendance. L'assassinat légal qui vient d'être commis n'est même pas un acte de guerre ; il est d'autant plus barbare et révoltant.



CONFERENCE NORD-SUD

LES EXPLOITÉS N'ONT RIEN A EN ATTENDRE

La Conférence "Nord-Sud" qui prétend concilier les intérêts des 19 pays sous-développés possédant des sous-sols riches avec ceux des pays impérialistes, c'est terminée le 2 juin à Paris en queue de poisson. Il ne pouvait pas en être autrement, car comment des pays dont les ressources naturelles sont pillées, volées par une poignée de pays développés peuvent-ils s'entendre avec ceux-là-mêmes qui les exploitent ?

Hypocritement la conférence veut montrer aux masses exploitées de ces pays sous-développés et au reste du monde qu'elle n'est pas indifférente aux problèmes de la faim, la malnutrition. Qu'elle est prête à venir en aide à ces pays qui connaissent ces maux, comme l'Inde ou une bonne partie de l'Afrique ; ou encore que les pays industrialisés sont prêts à abandonner les dettes en faveur de certains pays en difficulté.

Tout cela c'est pour tromper ceux qui souffrent réellement de l'exploitation et de l'oppression. Parce que, au fond, qui sont les vrais responsables de la situation dont souffrent aujourd'hui les pays du Tiers-Monde ? C'est bien les impérialistes dont les représentants convoquent ce genre de conférence et bavardent avec ceux des pays sous-développés.

Mais si ceux qui gouvernent les pays pauvres se prêtent à ce genre de jeu, c'est justement parce qu'ils ne défendent pas les intérêts des populations qu'ils prétendent représenter. Ils sauvegardent dans leurs pays les intérêts des impérialistes qui leur laissent des miettes pour services rendus.

Devant la collaboration de ces dirigeants avec l'impérialisme, des nationalistes ou des partisans "tiers-mondistes" préconisent une autre solution, celle de rompre avec l'impérialisme et de se replier sur soi-même. Les pays sous-développés, disent-ils, doivent trouver eux-mêmes les solutions à leurs problèmes en contrôlant la commercialisation des matières premières jusque là pillées par l'impérialisme, exploiter ces richesses et les vendre au plus offrant sur une base d'égalité.

Mais cette égalité n'est pas possible. Car c'est l'impérialisme qui contrôle le marché mondial. C'est également lui qui fixe les prix des produits à l'échelle mondiale. L'isolement préconisé par ces nationalistes est impossible à l'heure actuelle.

C'est une voie qui mène à l'impasse parce que de nos jours aucun pays ne peut vivre replié sur lui-même, parce qu'il ne possède pas, ne produit pas toutes les richesses dont la population a besoin. Il a besoin d'importer et d'exporter. Pour se développer, pour exploiter les richesses du sous-sol il faut des machines, des techniciens... etc, or ces machines et techniciens manquent nécessairement aux pays du Tiers-Monde. Et la seule manière pour les pays pauvres d'en bénéficier, c'est qu'ils soient enlevés des mains de ceux qui les détiennent actuellement, les impérialistes.

Ce n'est pas le milliard de dollars que les pays industrialisés participant

à la conférence "Nord-Sud" vont placer avec intérêts dans une banque, constituée par les 19 autres sous-développés, qui mettra fin aux maux de ces derniers.

La vraie solution passe par l'organisation consciente de la classe ouvrière, qu'elle soit des pays impérialistes ou des pays sous-développés. pour mettre un terme à leur exploitation par la bourgeoisie nationale. Car c'est en faisant cela qu'ils mettront fin au pillage et l'appauvrissement des pays sous-développés, engendrés par l'impérialisme.

* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * * *

CAMARADE, SI CE JOURNAL TE ILAIT FAIS - LE CIRCULER ATOUR DE TOI !

ABONNEMENTS

FRANCE : ordinaire un an : 12 F
sous pli fermé un an : 36 F
AUTRES PAYS : écrire au journal

Adresser toute correspondance à : COMBAT OUVRIER B.P. 80 93 300 Aubervilliers France.
(en spécifiant : pour "LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS")

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratiques des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.